



## Amazonie, les incendiaires crient au feu

L'art de la guerre

Par [Manlio Dinucci](#)

Mondialisation.ca, 03 septembre 2019

[ilmanifesto.it](http://ilmanifesto.it)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),  
[Transnationales](#)

Devant la propagation des incendies en Amazonie, le Sommet du G7 a changé son agenda pour "affronter l'urgence".

Les Sept -France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Canada et États-Unis- ont joué, avec l'Union européenne, le rôle de pompiers planétaires. Le président Macron, en habit de chef pompier, a lancé l'alarme : "notre maison est en flammes". Le président Trump a promis le plus grand engagement étasunien dans le travail d'extinction.

Les projecteurs médiatiques se concentrent sur les incendies au Brésil, laissant dans l'ombre tout le reste. Avant tout le fait que la destruction ne touche pas seulement la forêt amazonienne (aux deux tiers brésilienne), réduite en 2010-2015 de presque 10 mille km<sup>2</sup> par an, mais aussi les forêts tropicales d'Afrique équatoriale et d'Asie sud-orientale. Les forêts tropicales ont perdu, en moyenne chaque année, une superficie équivalente à celle totalisant Piémont, Lombardie et Vénétie. Bien qu'avec des conditions différentes d'une zone à l'autre, la cause fondamentale est la même : l'exploitation intensive et destructive des ressources naturelles pour obtenir le plus grand profit.

En Amazonie on abat les arbres pour en tirer du bois précieux destiné à l'exportation. Ces terrains très fragiles, une fois dégradés, sont abandonnés et ainsi de nouvelles zones se déforêtent. La même méthode destructive est adoptée, provoquant de graves dommages environnementaux, pour exploiter les gisements amazoniens d'or, diamant, bauxite, zinc, manganèse, fer, pétrole, carbone. Contribue aussi à la destruction de la forêt amazonienne la construction d'immenses bassins hydroélectriques, destinés à fournir de l'énergie pour les activités industrielles.

L'exploitation intensive et destructrice de l'Amazonie est pratiquée par des compagnies brésiliennes, fondamentalement contrôlées -à travers participations actionnariales, mécanismes financiers et réseaux commerciaux- par les plus grands groupes multinationaux et financiers du G7 et d'autres pays.

Par exemple JBS, qui possède au Brésil 35 sites de production de viandes où sont abattus 80 mille bovins par jour, a d'importants sièges aux USA, Canada et Australie, et est largement contrôlé via des quotas de dette par les groupes financiers créditeurs : JP Morgan (USA), Barclays (GB) et les groupes financiers de Volkswagen et Daimler (Allemagne). Marfrig, au deuxième rang après JBS, appartient à 93% à des investisseurs étasuniens, français, italiens et d'autres européens et nordaméricains.

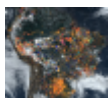
La Norvège, qui aujourd'hui menace le Brésil de rétorsions économiques pour la destruction de l'Amazonie, provoque en Amazonie des graves dégâts environnementaux et sanitaires avec son propre groupe multinational Hydro (pour moitié de propriété publique) qui exploite les gisements de bauxite pour la production d'aluminium, si bien qu'il a été mis sous enquête au Brésil.

Les gouvernements du G7 et d'autres, qui aujourd'hui critiquent formellement le président brésilien Bolsonaro pour se refaire une conscience face à la réaction de l'opinion publique, sont les mêmes qui en ont favorisé l'ascension au pouvoir pour que leurs multinationales et leurs groupes financiers aient les mains encore plus libres dans l'exploitation de l'Amazonie.

Sont surtout attaquées les communautés indigènes, dont les territoires concentrent les activités illégales de déforestation. Sous les yeux de Tereza Cristina, ministre de l'agriculture de Bolsonaro, dont la famille de latifondiaires a une longue histoire d'occupation frauduleuse et violente des terres des communautés indigènes.

Manlio Dinucci

Article original :



[Amazzonia, gli incendiari gridano al fuoco](#)

Édition de mardi 3 septembre 2019 de *il manifesto*

<https://ilmanifesto.it/amazzonia-gli-incendiari-gridano-al-fuoco/>

*Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio*

La source originale de cet article est [ilmanifesto.it](https://ilmanifesto.it)

Copyright © [Manlio Dinucci](#), [ilmanifesto.it](https://ilmanifesto.it), 2019

Articles Par : [Manlio Dinucci](#)

A propos :

Manlio Dinucci est géographe et journaliste. Il a une chronique hebdomadaire "L'art de la guerre" au quotidien italien *il manifesto*. Parmi ses derniers livres: *Geocommunity* (en trois tomes) Ed. Zanichelli 2013; *Geolaboratorio*, Ed. Zanichelli 2014; *Se dici guerra...*, Ed. Kappa Vu 2014.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)